|  |  |
| --- | --- |
| MARCHES PUBLICS  **declaration de sous-traitance[[1]](#footnote-1)**  **Marché n°** | **DC4** |

*Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l’acheteur soit au moment du dépôt de l’offre – en complément des renseignements éventuellement fournis dans le cadre H du formulaire DC2 – soit en cours d’exécution du marché public.*

*Il est rappelé qu’en application de l’article 4 de l’ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le vocable de « marché public » recouvre également les accords-cadres s’exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l’émission de bons de commande, les marchés subséquents, les marchés spécifiques conclus dans le cadre d’un système d’acquisition dynamique et les marchés de partenariat.*

|  |
| --- |
| **A - Identification de l’acheteur.** |

◼ Désignation de l’acheteur :

*(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l’avis d’appel à la concurrence ou l’invitation à confirmer l’intérêt ; en cas de publication d’une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante.)*

Ministère des armées

Service du commissariat des armées

BCRM

PFC SUD

Division achats publics

BP 42 – 83 800 Toulon Cedex 9

Tél : 04.22.42.28.78 – 04.22.42.42.61

Courriels : [lydiane.mousset@intradef.gouv.fr](mailto:lydiane.mousset@intradef.gouv.fr) / [olivier.boistuaud@intradef.gouv.fr](mailto:olivier.boistuaud@intradef.gouv.fr) /

pfc-sud-gard.ach.fct@intradef.gouv.fr/alain.thibaud@intradef.gouv.fr

◼ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l’article 130 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité :

*(Indiquer l’identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)*

Service du commissariat des armées

BCRM Toulon

PFC-Sud

Division achats publics

BP 42 – 83800 Toulon Cedex 9

Tél : 04.22.42.28.78 – 04.22.42.42.61

Courriels : [lydiane.mousset@intradef.gouv.fr](mailto:lydiane.mousset@intradef.gouv.fr) / [olivier.boistuaud@intradef.gouv.fr](mailto:olivier.boistuaud@intradef.gouv.fr) /

pfc-sud-gard.ach.fct@intradef.gouv.fr/alain.thibaud@intradef.gouv.fr

|  |
| --- |
| **B - Objet du marché public.** |

*(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l’avis d’appel à la concurrence ou l’invitation à confirmer l’intérêt ; en cas de publication d’une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l’indication du numéro de référence attribué au dossier par l’acheteur est également une information suffisante. Toutefois, en cas d’allotissement, identifier également le ou les lots concernés par la présente déclaration de sous-traitance.)*

Prestations de contrôles et d’accès de la base navale d’Aspretto (Corse) au profit du GSC Ventiseri–Solenzara (Corse)

|  |
| --- |
| **C - Objet de la déclaration du sous-traitant.** |

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

*(Cocher la case correspondante.)*

un document annexé à l’offre du soumissionnaire

un acte spécial portant acceptation du sous-traitant *(sous-traitant présenté après attribution du marché)*

un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du …………. .

|  |
| --- |
| **D - Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public.** |

 Nom commercial et dénomination sociale de l’unité ou de l’établissement qui exécutera la prestation : adresses postale et du siège social (si elle est différente de l’adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d’identification européen ou international ou propre au pays d’origine de l’opérateur économique issu d’un répertoire figurant dans la liste des [ICD](http://metadata-stds.org/Document-library/Draft-standards/6523-Identification-of-Organizations/ICD_list.htm) :

**** Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

Forme juridique :

**** En cas de groupement momentané d’entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

Sans objet

|  |
| --- |
| **E - Identification du sous-traitant.** |

 Nom commercial et dénomination sociale de l’unité ou de l’établissement qui exécutera la prestation : adresses postale et du siège social (si elle est différente de l’adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone : et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d’identification européen ou international ou propre au pays d’origine de l’opérateur économique issu d’un répertoire figurant dans la liste des [ICD](http://metadata-stds.org/Document-library/Draft-standards/6523-Identification-of-Organizations/ICD_list.htm) :

Tél :

Courriel :

**Siret :**

 Numéro d’autorisation administrative d’exercer l’activité de gardiennage en cours de validité délivrée à la société par le conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS) :

Numéro d’autorisation administrative :

**** Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) et numéro d’enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d’un centre de formalité des entreprises :

◼  Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d’engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. En MDS, joindre en annexe un justificatif prouvant l’habilitation à engager le sous-traitant. Pour les autres marchés publics, ce document sera à fournir à la demande de l’acheteur.)*

**** Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la [recommandation de la Commission du 6 mai 2003](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2003:124:0036:0041:fr:PDF) ou un artisan au sens au sens [de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=83BCBFC60390609F22C124D22345B382.tpdila22v_1?idArticle=LEGIARTI000033669891&cidTexte=LEGITEXT000005621315&dateTexte=20170428) ?

Oui   Non

**** Pour les **marchés publics de défense ou de sécurité** passés par les services du ministère de la défense uniquement **et** à condition que le marché public concerné soit un marché public de service ou de travaux ou un marché public de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d’installation ou comportant des prestations de service (2ème alinéa de l’Art. 124 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité), le sous-traitant est-il lié au titulaire ?

Oui   Non

|  |
| --- |
| **F - Nature des prestations sous-traitées** |

*(Reprendre les éléments concernés tels qu’ils figurent dans le contrat de sous-traitance)*

◼  **Nature des prestations sous-traitées** :

◼ **Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel** *(à compléter le cas échéant)* :

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : ……………

La durée du traitement est : ……………..

La nature des opérations réalisées sur les données est : ………………….

La ou les finalité(s) du traitement sont : ……………

Les données à caractère personnel traitées sont : ………………

Les catégories de personnes concernées sont : ………………….

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;

Le contrat de sous-traitance intègrera les clauses obligatoires prévues par l’article 28 du RGPD.

◼ Dans les **marchés de défense et de sécurité**, lieu d’exécution des prestations sous-traitées :

(

|  |
| --- |
| **G - Prix des prestations sous-traitées** |

◼ **Montant des prestations sous-traitées :**

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

Le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier du paiement direct (voir paragraphe H « conditions de paiement ».

Montant du contrat de sous-traitance:

* Montant HT :
* Montant de la TVA (20 %) :
* Montant TTC :

◼  **Modalités de variation des prix** :

Identiques à celles prévues à l’accord-cadre.

|  |
| --- |
| **H - Conditions de paiement.** |

◼ Compte à créditer :

*(Joindre un relevé d’identité bancaire ou postal.)*

Nom de l’établissement bancaire :

Numéro de compte :

◼ Le sous-traitant demande à bénéficier d’une avance :  OUI  NON

*(Cocher la case correspondante.)*

|  |
| --- |
| **I - Capacités du sous-traitant.** |

Informations et renseignements identiques à ceux demandés au titulaire à l’article xxxx du règlement de consultation.

|  |
| --- |
| **J - Attestations sur l’honneur du sous-traitant au regard des interdictions de soumissionner.** |

**J1 - Le sous-traitant déclare sur l’honneur** :

N’entrer dans aucun des cas d’interdiction de soumissionner prévus aux articles aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique

Afin d’attester que le sous-traitant n’est pas dans un de ces cas d’interdiction de soumissionner, cocher la case suivante :

|  |
| --- |
| **K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.** |

(*Nota*: Lorsque le DC4 est fourni durant la procédure de passation du marché en annexe de l’offre du soumissionnaire, il appartient à ce dernier de vérifier si, dans le cadre de la procédure concernée, la signature de ce formulaire est ou non exigée par l’acheteur à ce stade ; si le DC4 n’a pas été signé, l’acheteur, une fois le marché attribué, renvoie au titulaire le DC4 complété afin que ce dernier la retourne signée de lui-même et de son sous-traitant. L’acheteur pourra alors notifier au titulaire le marché, auquel sera annexé ce document, ce qui emportera agrément et acceptation des conditions de paiement du sous-traitant)

A , le A , le

|  |  |
| --- | --- |
| Le sous-traitant :  *(personne identifiée rubrique E du DC4)* | Le soumissionnaire ou le titulaire :  *(personne identifiée rubrique C1 du DC2)* |

Le représentant de l’acheteur, compétent pour signer le marché public, accepte le sous-traitant, autorise la sous-traitance des activités de traitement de données à caractère personnel visées dans la présente déclaration, et agrée ses conditions de paiement.

A , le

Le représentant de l’acheteur :

|  |
| --- |
| **M - Notification de l’acte spécial au titulaire.** |

*(Une copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial, doit être remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct par l'acheteur public.)*

En cas d’envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

*(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)*

Date de la dernière mise à jour :

.

1. Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l’économie. [↑](#footnote-ref-1)